

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

G/RO/N/27
24 février 2000

(00-0695)

Comité des règles d'origine

NOTIFICATIONS AU TITRE DE L'ARTICLE 5 ET DU PARAGRAPHE 4 DE L'ANNEXE II DE L'ACCORD SUR LES RÈGLES D'ORIGINE

A. RÈGLES D'ORIGINE NON PRÉFÉRENTIELLES

1. L'article 5:1 de l'Accord sur les règles d'origine dispose que chaque Membre communiquera au Secrétariat, dans un délai de 90 jours après la date à laquelle l'Accord sur l'OMC entrera en vigueur pour lui, ses règles d'origine et ses décisions judiciaires et administratives d'application générale concernant les règles d'origine applicables à cette date. Si, par inadvertance, une règle d'origine n'a pas été communiquée, le Membre concerné la communiquera immédiatement après que ce fait sera connu. Des listes des informations reçues et pouvant être consultées au Secrétariat seront distribuées aux Membres par celui-ci.

2. L'article 5:2 de l'Accord sur les règles d'origine dispose que, pendant la période visée à l'article 2, les Membres qui apporteront des modifications autres que *de minimis* à leurs règles d'origine, ou qui introduiront de nouvelles règles d'origine qui, aux fins de cet article, comprendront toute règle d'origine visée au paragraphe 1 et non communiquée au Secrétariat, feront paraître un avis à cet effet au moins 60 jours avant l'entrée en vigueur de la règle modifiée ou nouvelle, de manière que les parties intéressées puissent avoir connaissance de leur intention de modifier une règle d'origine ou d'introduire une nouvelle règle d'origine, à moins que des circonstances exceptionnelles n'apparaissent ou ne risquent d'apparaître pour un Membre. Dans ces circonstances exceptionnelles, ledit Membre publiera la règle modifiée ou nouvelle aussitôt que possible.

3. Les notifications reçues précédemment sont énumérées dans les documents de la série G/RO/N/-. Les nouvelles notifications ci-après ont été reçues¹:

BULGARIE

(Notification en anglais)

Articles 29 à 32 de la Loi sur les douanes (publiée au Journal officiel n° 15 du 6 février 1998) et articles 39 à 47 du Règlement d'application de la Loi sur les douanes (publié au Journal officiel n° 149 du 17 décembre 1998), arrêtant les dispositions relatives aux règles d'origine des marchandises.

B. RÈGLES D'ORIGINE PRÉFÉRENTIELLES

1. Le paragraphe 4 de l'annexe II de l'Accord sur les règles d'origine dispose que les Membres communiqueront leurs règles d'origine préférentielles au Secrétariat dans les moindres délais, y compris une liste des arrangements préférentiels auxquels elles s'appliquent, et les décisions judiciaires et administratives d'application générale concernant leurs règles d'origine préférentielles

¹ Les notifications peuvent être consultées au Secrétariat (Division de l'accès aux marchés).

applicables à la date d'entrée en vigueur de l'Accord sur l'OMC pour le Membre concerné. Les Membres communiqueront aussitôt que possible au Secrétariat toutes modifications qu'ils auront apportées à leurs règles d'origine préférentielles ou les nouvelles règles d'origine préférentielles qu'ils auront introduites. Des listes des informations reçues et pouvant être consultées au Secrétariat seront distribuées aux Membres par celui-ci.

2. Les notifications reçues précédemment sont énumérées dans les documents de la série G/RO/N/-. Les nouvelles notifications ci-après ont été reçues²:

BULGARIE

(Notification en anglais)

Article 33.1 de la Loi sur les douanes et article 48 du Règlement d'application de la Loi sur les douanes. Les textes des règles figurent dans les instruments suivants:

- Protocole 4 modifié concernant la définition de la notion de produits originaires et les méthodes de coopération administrative relatif à l'accord européen conclu entre les Communautés européennes et leurs États membres, d'une part, et la République de Bulgarie, d'autre part;
- Protocole B modifié concernant la définition de la notion de produits originaires et les méthodes de coopération administrative relatif à l'accord conclu entre les États de l'AELE et la République de Bulgarie;
- Protocole 7 modifié concernant la définition de la notion de produits originaires et les méthodes de coopération administrative relatif à l'Accord de libre-échange d'Europe centrale;
- Protocole B modifié concernant la définition de la notion de produits originaires et les méthodes de coopération administrative relatif à l'accord de libre-échange conclu entre la République de Bulgarie et la Turquie; et
- Protocole B concernant la définition de la notion de produits originaires et les méthodes de coopération administrative relatif à l'accord de libre-échange conclu entre la République de Bulgarie et la République de Macédoine.

² Les notifications peuvent être consultées au Secrétariat (Division de l'accès aux marchés).